



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 27 au 31 juillet 2026

Faits saillants

- Interventions de change en soutien au yen et au won, coordination régionale probable
- Les États-Unis relèvent jusqu'à 12,5 % les droits de douane applicables aux importations japonaises et sud-coréennes
- Forte volatilité des indices boursiers japonais et sud-coréen
- La Banque du Japon maintient son taux directeur à 1,0 %, relève sa prévision de croissance à 0,6 % et abaisse celle d'inflation core à 2,5 % pour 2026

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 31/07	Var. vs. 24/07
USD/JPY	159,9	-2,32 %
USD/KRW	1 437	-1,88 %
Nikkei 225	64 362 pts	-0,39 %
KOSPI	6 595 pts	-1,42 %
JGB 10 ans	2,801 %	-0,4 pbs
KTB 10 ans	4,255 %	-19,4 pbs

Région

Interventions de change | Après avoir franchi en début de semaine le seuil de 163 JPY pour 1 USD, son plus faible niveau depuis décembre 1986, le yen s'est brusquement apprécié lors de la séance new-yorkaise du 30 juillet, jusqu'à 157,8 JPY, avant de revenir autour de 160 JPY le 31 juillet. Selon plusieurs sources de marché, les autorités japonaises auraient procédé à une nouvelle intervention d'achat de yens, la première depuis celles de fin avril-début mai. Tirant les leçons de l'efficacité limitée des avertissements ayant précédé ces dernières, elles auraient privilégié cette fois l'effet de surprise afin de provoquer le débouclage des positions spéculatives vendeuses sur le yen, dans un contexte rendu favorable par l'affaiblissement préalable du dollar US après le maintien du taux directeur de la Réserve fédérale (Fed) entre 3,50 % et 3,75 % et le ralentissement de la croissance américaine à +1,5 % en rythme annualisé au 2^e trimestre. La Fed de New York aurait parallèlement procédé à un *rate check*. Sans confirmer formellement l'intervention, le Vice-ministre des Finances chargé des Affaires internationales, A. Mimura, a indiqué le 31 juillet que le soutien américain allait « au-delà d'un simple appui psychologique ». Un second mouvement d'appréciation du yen est intervenu le 31 juillet en fin de journée à Tokyo, la devise passant brièvement d'environ 160 à 158,7 JPY pour 1 USD à 08h58 UTC, avant de revenir rapidement à 160 JPY pour 1 USD à 10h00 UTC. Compte tenu de ce retour quasi immédiat, de l'absence de confirmation officielle et des informations

recueillies auprès des contreparties de marché, ce mouvement s'expliquerait davantage par un repositionnement des intervenants à la suite du *rate check* que par une nouvelle intervention des autorités, hypothèse qui ne pourra être confirmée qu'à la publication des prochaines données mensuelles du Ministère japonais des Finances. Le retour du yen autour de 160 JPY pour 1 USD illustre le caractère transitoire des interventions en l'absence d'évolution des fondamentaux, l'écart de taux entre le Japon et les États-Unis demeurant de l'ordre de 250 à 275 points de base et les sorties structurelles de capitaux continuant de peser sur la devise. En parallèle, le won sud-coréen s'est apprécié de près de +2 %, jusqu'à 1 418 KRW pour 1 USD, à la suite d'une intervention également rapportée par les marchés, avant de revenir autour de 1 435 KRW. La concomitance des opérations du 30 juillet et les échanges étroits revendiqués par Tokyo et Séoul suggèrent une coordination régionale, sans qu'une action conjointe n'ait été officiellement établie. Après avoir atteint un point bas de 17 ans en juin, le won affiche néanmoins un gain supérieur à +8 % sur le mois de juillet, soutenu également par le relèvement du taux directeur de la Banque de Corée à 2,75 % et par les flux liés à l'émission d'*American Depositary Receipts* (ADR) de *SK Hynix*.

Droits de douane américains | Le 24 juillet, à l'expiration de la surtaxe temporaire de 10 % appliquée pendant 150 jours au titre de la section 122 du *Trade Act* de 1974, les États-Unis ont instauré, sur le fondement de la section 301, de nouveaux droits visant 60 économies, au motif que leurs dispositifs d'interdiction à l'importation des biens issus du travail forcé seraient inexistants ou insuffisamment appliqués. Pour le Japon et la Corée du Sud, le prélèvement issu de la section 301 complète le droit de la nation la plus favorisée (NPF) jusqu'à un taux cumulé de 12,5 % : il ne s'agit donc pas d'un droit additionnel uniforme de 12,5 %, et aucun prélèvement de la section 301 n'est dû lorsque le droit NPF atteint déjà ce niveau. Le plafond correspondant est fixé à 10 % pour l'Union européenne et Taïwan. Les États-Unis demeurent un débouché majeur pour le Japon et la Corée du Sud, avec 146 Mds USD d'importations de biens japonais et 126 Mds USD de biens sud-coréens en 2025. L'incidence supplémentaire du nouveau dispositif sera néanmoins atténuée par l'exclusion de l'ensemble des produits déjà soumis à des mesures au titre de la section 232 – notamment les automobiles et pièces détachées, l'acier, l'aluminium, le cuivre et certains semi-conducteurs avancés –, ainsi que par de nombreuses exemptions sectorielles. Le risque de nouvelles mesures tarifaires américaines reste toutefois élevé : les enquêtes distinctes ouvertes le 11 mars 2026 au titre de la section 301 sur les surcapacités structurelles de production dans l'industrie manufacturière visent 16 économies, dont le Japon et la Corée du Sud, et pourraient déboucher sur de nouvelles mesures protectionnistes. Tokyo a officiellement regretté la décision américaine, tandis que Séoul a indiqué qu'il poursuivrait ses consultations avec Washington afin que le taux cumulé appliqué aux produits sud-coréens ne dépasse pas 15 %.

Japon

Macroéconomie

Politique monétaire | La Banque du Japon (BoJ) a maintenu le 31 juillet son taux directeur à 1 %, son plus haut niveau depuis 1995, par huit voix contre une, six semaines après le relèvement de 25 points de base décidé en juin. L'unique membre dissident, H. Takata, a préconisé une hausse immédiate à 1,25 %. Malgré cette pause, la BoJ a renforcé son signal restrictif : elle estime désormais que les risques sur les prix sont orientés à la hausse et réaffirme qu'elle poursuivra la normalisation monétaire, en calibrant le calendrier et le rythme des hausses au regard de la situation au Moyen-Orient, de la demande mondiale liée à l'intelligence artificielle (IA) et de l'évolution du yen. La dynamique prix-salaires se raffermi, avec des salaires réels en hausse de

+1,4 % sur un an en mai, pour le cinquième mois consécutif. L'inflation dite « core » (hors produits frais) reste néanmoins sous la cible, à +1,6 % en juin, pour le cinquième mois consécutif, notamment sous l'effet des aides publiques à l'énergie. La BoJ prévoit toutefois qu'elle dépassera nettement +2 % au 2nd semestre de l'exercice budgétaire 2026-2027, sous l'effet de la répercussion des hausses de salaires et des coûts de l'énergie et des semi-conducteurs, ainsi que de la faiblesse du yen. Dans son nouvel *Outlook Report*, la BoJ a relevé légèrement sa prévision de croissance pour l'exercice 2026-2027, à 0,6 % (+0,1 point), tout en abaissant celle du taux d'inflation core, à +2,5 % (-0,3 point), principalement en raison des mesures estivales de soutien énergétique. Le gouvernement a parallèlement revu sa prévision de croissance à 0,9 % en 2026, contre 1,3 % auparavant. Avant la réunion du *Policy Board* de la BoJ, 86 % des économistes interrogés par *Reuters* anticipaient une hausse du taux directeur à 1,25 % d'ici décembre, et 70 % un taux directeur d'au moins 1,5 % à la fin du 2^e trimestre 2027.

Salaire minimum | Le gouvernement japonais a relevé le salaire minimum national de +4,9 % pour l'exercice fiscal 2026-2027, à 1 176 JPY (6,3 EUR) de l'heure, contre 1 121 JPY (6,0 EUR) précédemment. S'il s'agit de la deuxième plus forte revalorisation jamais enregistrée en valeur absolue, son rythme ralentit pour la première fois depuis six ans, traduisant un infléchissement de la trajectoire gouvernementale. L'objectif d'un salaire minimum moyen de 1 500 JPY (8,0 EUR) d'ici 2030, fixé sous le gouvernement Ishiba (octobre 2024-octobre 2025), est désormais reporté à 2035. Cette trajectoire plus graduelle reflète la volonté de concilier le soutien au pouvoir d'achat avec les contraintes pesant sur les entreprises, en particulier les PME (qui emploient environ 70 % de la main-d'œuvre au Japon), confrontées à la hausse des coûts de production et à des difficultés persistantes pour les répercuter sur les prix. Les syndicats, s'appuyant sur les résultats favorables des négociations salariales de printemps (*Shuntō*), réclamaient une hausse de +75 JPY (+0,4 EUR), tandis que les organisations patronales ont souligné les incertitudes géopolitiques, notamment liées au conflit au Moyen-Orient, qui pèsent sur les perspectives de bénéfices. Les conseils salariaux préfectoraux fixeront désormais les revalorisations définitives, souvent supérieures à la recommandation nationale afin de répondre aux pénuries persistantes de main-d'œuvre.

Démographie | Le nombre de ressortissants japonais résidant au Japon est passé sous le seuil des 120 millions d'habitants pour la première fois depuis 1983, s'établissant à 119,7 millions au 1^{er} janvier 2026, soit une baisse record de -917 000 personnes sur un an. Ce recul reflète l'accélération du déclin démographique du pays, avec seulement 670 000 naissances en 2025 contre près de 1,59 million de décès, soit un déficit naturel proche de 920 000 personnes. Tokyo demeure la seule préfecture enregistrant une légère progression du nombre de ressortissants japonais (+0,1 %). À l'inverse, la population étrangère a poursuivi sa forte progression, avec un peu plus de 4 millions de résidents (+354 000 sur un an), un seuil inédit représentant désormais 3,3 % de la population totale au Japon, contre 1,3 % en 2010. Plus de 86 % des résidents étrangers dans l'Archipel sont en âge de travailler, sous l'effet de la hausse des flux d'étudiants internationaux et de travailleurs qualifiés destinés à répondre aux pénuries de main-d'œuvre. La population totale du Japon s'établit désormais à 123,8 millions d'habitants, en baisse de -563 000 personnes sur un an. Seules 3 des 47 préfectures du pays affichent une progression démographique (nationaux et étrangers) : Tokyo, Chiba et Osaka.

Secteur financier

Marché boursier | Le marché boursier japonais a connu une semaine particulièrement volatile. Le 27 juillet, le *Nikkei 225* est tombé à 62 385 points, soit -14,6 % sous son plus haut annuel, sous l'effet d'une forte correction des valeurs technologiques, dans le sillage des marchés américain et sud-coréen. *SoftBank* (-5,2 %), *Kioxia* (-18 %), *Tokyo Electron* (-10 %) et *Advantest* (-10,4 %) ont concentré l'essentiel des pertes. La tendance s'est toutefois nettement inversée

le 31 juillet : le *Nikkei 225* a clôturé à 64 362 points (+4,04 %) et le *TOPIX* à 4 017 points (+1,62 %). Le rebond a été essentiellement soutenu par le maintien par la BoJ de son taux directeur à 1 % et le redressement mondial des valeurs technologiques après les résultats de *Microsoft* et d'*Amazon*, qui ont confirmé la poursuite d'investissements massifs dans les infrastructures d'IA. La surperformance du *Nikkei 225* traduit toutefois la forte concentration des gains sur quelques grandes capitalisations technologiques, amplifiée par sa pondération par les prix.

Secteurs non financiers

Électronique | Le fabricant japonais d'objectifs photographiques *Tamron* a confirmé avoir reçu de *Sony Group* une offre préliminaire non contraignante portant sur l'acquisition de la totalité de son capital, valorisée à environ 200 Mds JPY (soit 1,1 Md EUR). Cette opération s'inscrirait dans la stratégie d'intégration verticale de *Sony*, visant à renforcer sa maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'imagerie, des capteurs aux optiques. Elle intervient dans un contexte de renchérissement durable des semi-conducteurs et d'accélération des investissements liés à l'IA, qui exercent une pression sur les coûts et les marges du secteur. Si elle venait à être conduite à son terme, cette acquisition permettrait à *Sony* de sécuriser davantage ses approvisionnements en composants stratégiques, d'accroître les synergies entre ses activités de capteurs et d'optiques, et de conforter sa position concurrentielle sur le marché mondial des équipements photographiques haut de gamme, face notamment à *Canon* et *Nikon*.

Automobile | Le constructeur chinois *BYD* a lancé au Japon son premier véhicule électrique ultra-compact (*kei car*), le *Racco EV*, marquant une nouvelle étape dans sa stratégie de pénétration du marché japonais. Commercialisé à partir de 2,15 Mi JPY (environ 11 600 EUR, hors subventions), ce modèle offre une autonomie annoncée de 320 km, la plus élevée du segment selon le constructeur. *BYD Japan* ambitionne d'en vendre 10 000 exemplaires par an. Ce lancement cible un segment stratégique, les *kei cars* représentant près de 30 % des immatriculations de véhicules neufs au Japon, avec 1,66 millions d'unités vendues en 2025. Plus largement, les constructeurs chinois intensifient depuis 2020 leur présence sur un marché historiquement dominé à plus de 90 % par les groupes japonais, en adaptant leurs modèles aux spécificités locales et en misant sur des prix compétitifs. Cette stratégie se heurte toutefois au durcissement de la politique industrielle japonaise : depuis le 1^{er} avril 2026, le dispositif de subvention aux véhicules propres (*Clean Energy Vehicle* – CEV) favorise les véhicules intégrant des batteries produites au Japon. Les principaux modèles concurrents du *Racco EV*, la *Nissan Sakura* et la *Honda N-ONE e*, peuvent ainsi bénéficier d'une aide pouvant atteindre 580 000 JPY (3 100 EUR), contre un maximum de 150 000 JPY (810 EUR) pour le modèle de *BYD*. Cette évolution renforce l'avantage compétitif des constructeurs nationaux sur le segment le plus stratégique du marché automobile local, tout en illustrant le recours croissant du Japon à des instruments de politique industrielle pour soutenir sa filière automobile face à la montée en puissance des groupes chinois.

Terres rares | Les analyses conduites par la *Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology* (JAMSTEC) sur des boues sous-marines prélevées au large de Minamitorishima, dans la zone économique exclusive (ZEE) japonaise, ont révélé que 54 % des terres rares identifiées étaient des terres rares lourdes, dont l'yttrium (29,9 %), le gadolinium (4,9 %) et le dysprosium (4,6 %), aux côtés de terres rares légères stratégiques telles que le néodyme (18,4 %) et le praséodyme (4,1 %). Ces éléments sont critiques pour les chaînes de valeur des semi-conducteurs, des aimants permanents à haute performance, des composants électroniques ou encore des barres de contrôle des réacteurs nucléaires. La prochaine étape consistera à lancer, en février 2027, une campagne d'essais d'extraction à un rythme de 350 tonnes de boues par jour – contre seulement 50 tonnes prélevées au total à ce stade –, avant d'engager les premiers essais de séparation et de raffinage adaptés aux terres rares issues des boues marines.

Cette phase de caractérisation couronne plus de dix années de recherche et développement engagées par les autorités depuis 2012. Si cette avancée conforte les ambitions du Japon en matière de souveraineté d'approvisionnement, dans un contexte de dépendance persistante à l'égard des importations chinoises de terres rares (69,2 %) et de multiplication des restrictions à l'exportation imposées par Pékin, la perspective d'une exploitation commerciale reste encore largement à démontrer. Les défis technologiques, économiques et environnementaux demeurent importants, de sorte que ces travaux offrent, à court terme, des perspectives limitées de réduction de la dépendance japonaise aux approvisionnements chinois.

Corée du Sud

Macroéconomie

Marché boursier | Le KOSPI, principal indice boursier sud-coréen, traverse une phase de volatilité exceptionnelle après un *rallye* ayant conduit l'indice à tripler entre juin 2025 et juin 2026. Entre son point haut du 22 juin (9 117 points) et le 30 juillet (5 590 points), il a perdu -40 %, dont -16 % en seulement deux séances, avant de rebondir de près de +18 % le 31 juillet pour repasser au-dessus des 6 600 points. Cette correction intervient pourtant dans un contexte de résultats records des principaux groupes technologiques, notamment *SK Hynix*, dont le bénéfice net du 2^e trimestre 2026 a progressé de +1 242 % sur un an. Ainsi, elle traduit moins une dégradation des fondamentaux des entreprises qu'une correction des valorisations, après plusieurs mois d'euphorie alimentée par les anticipations de croissance liées à l'IA. Le mouvement résulte (i) de la combinaison d'un regain mondial d'aversion au risque, principalement lié à la reprise du conflit au Moyen-Orient, (ii) d'une réévaluation des valeurs technologiques, et (iii) des inquiétudes croissantes concernant la concurrence chinoise sur le marché des puces mémoire. Il a également été amplifié par plusieurs vulnérabilités structurelles du marché sud-coréen : une forte concentration de la capitalisation boursière sur quelques grandes valeurs technologiques, un recours élevé des investisseurs particuliers aux prêts sur marge, et une utilisation importante des ETF (fonds indiciels cotés) à effet de levier, qui accentuent les variations de cours. Malgré une progression d'environ +75 % depuis le début de l'année, cet épisode illustre la sensibilité persistante du marché boursier sud-coréen aux retournements rapides du sentiment des investisseurs.

Secteurs non financiers

Intelligence artificielle | La Corée du Sud renforce son intégration dans les chaînes de valeur mondiales de l'IA. À l'occasion du Sommet de l'IA de San Francisco le 24 juillet, le Président Jae-myung Lee a approfondi le rapprochement stratégique avec les principaux acteurs américains du secteur, en rencontrant notamment les dirigeants de *Nvidia*, *OpenAI*, *Anthropic* et *Broadcom*. L'objectif est d'articuler les capacités industrielles sud-coréennes – *Samsung Electronics*, *SK*, *Hyundai Motor Group* et *Naver* – avec les technologies de pointe américaines afin d'accélérer le développement de l'écosystème coréen de l'IA. Plusieurs accords ont été annoncés dans les semi-conducteurs, les infrastructures d'IA et l'IA physique, pour un montant cumulé de 950 Mds USD, dont (i) un protocole d'accord entre *Samsung Electronics* et *Broadcom* (200 Mds USD sur cinq ans), (ii) un partenariat entre *Samsung Electronics* et *Anthropic*, ainsi que (iii) plusieurs accords entre *SK*, *Hyundai Motor Group* et *Nvidia*. Dans sa « Déclaration de San Francisco sur l'IA », le Président Lee a réaffirmé son ambition de faire de la Corée du Sud un pôle mondial de développement et de production des technologies d'IA. La réalisation de cet objectif dépendra toutefois de la capacité du pays à préserver sa compétitivité face à la montée en puissance de Taïwan, de la Chine et du Japon, à sécuriser les capacités énergétiques

nécessaires aux infrastructures numériques, et à composer avec les tensions géopolitiques qui continuent de peser sur la chaîne de valeur mondiale des semi-conducteurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr